

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/9/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIÈRES ET BÉTONS BRONZO PERASSO (CBBP)

Chemin du Vallon de Toulouse
BP 538
13422 MARSEILLE Cedex 10
13010 Marseille

Références : D-2025-0662
Code AIOT : 0006401297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement CARRIÈRES ET BÉTONS BRONZO PERASSO (CBBP) implanté Vallon de l'Escargot RTE DE ROQUEVAIRE 13400 Aubagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES ET BÉTONS BRONZO PERASSO (CBBP)
- Vallon de l'Escargot RTE DE ROQUEVAIRE 13400 Aubagne
- Code AIOT : 0006401297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral de 2009 pour 30 ans et 1,6 Mt/an max.

Thèmes de l'inspection :

- Air, poussières
- Déchets reçus
- Dossier de porter à connaissance reçu le 29/7/2025 pour un projet de création d'une installation de micronisation, et suppression localisée de banquettes créant une fosse avec un gradin unique de 50 mètres de hauteur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 jour
4	Gestion des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 05/10/2009, article 7.8	Demande d'action corrective	3 jours
5	Document préalable à la livraison de déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	Dès notification du rapport d'inspection

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émission de poussières	Arrêté Préfectoral du 09/04/2021, article 7	Sans objet
2	Émission de poussières	Arrêté Préfectoral du 09/04/2021, article 6.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités relevées concernant la gestion des déchets du BTP reçus, pour des faits/enjeux modérés, pour lesquels il est demandé à l'exploitant des actions correctives avec échéance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines.
Constats : - Les épisodes de pollution de l'air aux PM10 de niveau N1/N2 sont enregistrés fidèlement, soit 8 épisodes depuis la dernière visite d'inspection du 21/10/2024 (source AtmoSud). - Plan de surveillance (PdS) des émissions de poussières m à j le 12/7/2021. - L'exploitant dispose d'un fichier "Document/procédure de gestion des pics de pollution PM10" et de "formulaires d'alerte PM10", en cas d'atteinte des niveaux 1 ou 2 de pollution de l'air - Le PdS mentionne des dispositions en cas d'atteinte de niveaux de pollution N0 et N1 .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant modifie son PdS en indiquant les actions prévues en cas d'alerte de niveau N1 et de niveau N2 (au lieu de N0 et N1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2021, article 6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la valeur objectif d'empoussièrement
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : - 0,5 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante - 0,35 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1 ^{er} janvier 2022. (...)
Constats : Les résultats des dernières campagnes de mesures des retombées de poussières sont conformes : - T1 2025 : max. 80 mg/m ² /j en moy. annuelle glissante - T2 2025 : max. 70 mg/m ² /j
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des déchets
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Durant la visite d'inspection, il a été constaté l'absence de contrôle visuel des déchets par l'exploitant lors du déchargement d'un camion dans la zone de « déballe » de déchets terreux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit effectuer systématiquement (pour chaque déchargement) le contrôle visuel des déchets lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Les résultats du contrôle visuel de la totalité des déchargements du prochain mois sont transmis à l'IIC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 4 : Gestion des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2009, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Retrait des déchets indésirables
Prescription contrôlée : Les éventuels matériaux (déchets) d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués.
Constats : - Dans la zone de « déballe » des déchets terreux, il est constaté la présence de déchets indésirables (non inertes) qui pourraient être aisément écartés. - Aucune benne de tri spécifique pour les déchets indésirables n'est présente dans cette zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en place sous 3 jours une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables qui sont écartés dès leur identification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 jours

N° 5 : Document préalable à la livraison de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à un contrôle de documents préalables par sondage.</p> <p>Le document préalable relatif au chantier situé à Roquevaire en date du 13/6/2025, dont le producteur des déchets est SIBAM, est incomplet en ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'engagement du producteur concernant l'item "chantier non présumé/connu comme contaminé ou à risque" n'est pas coché - le document est non signé par le producteur des déchets (signé uniquement par l'intermédiaire EHTP) - la décision concernant l'acceptation des déchets (accord/refus) est non cochée par CBBP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dès notification du présent rapport, l'exploitant transmet à l'IIC les trois prochains documents préalables avec toutes les indications requises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective